

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE HIER  
ENTRE HALIM BENATALLAH ET JEAN FOURNET

## L'Algérie, un partenaire stratégique

**L'**Algérie est un partenaire stratégique pour l'Otan." C'est ce qu'a déclaré hier le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui, lors de la cérémonie d'ouverture du séminaire sur la coopération entre l'Algérie et l'Otan, organisée par l'Institut national d'études stratégiques globales, en collaboration avec la division de la diplomatie publique de l'Otan à l'hôtel Hilton d'Alger.

Le ministre des Affaires étrangères a indiqué que le bilan de la coopération entre l'Algérie et l'Otan est très satisfaisant, et la collaboration de l'Algérie aux programmes annuels et aux diverses activités de l'Otan a connu un accroissement substantiel.

Le séminaire a été clôturé par un point de presse donné conjointement par l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Halim Benatallah, et le secrétaire général adjoint de l'Otan pour la diplomatie publique, Jean Fournet. Selon

ce dernier, "la décennie à venir devrait être celle de l'affinement d'une vision stratégique du partenariat et de la coopération entre l'Otan et ses partenaires méditerranéens. Dans cette optique, le sommet d'Istanbul a tracé des perspectives nouvelles en suggérant un dialogue transparent entre les pays méditerranéens".

Interrogé sur un éventuel accord de sécurité de l'Algérie avec l'Otan, Benatallah a expliqué que cet accord "n'est pas comme on peut le concevoir. C'est un document technique approuvé par les pays méditerranéens membres de l'alliance qui permet aux opérateurs de garder la confidentialité des informations".

Évoquant la possibilité d'intervention de l'Algérie dans le cadre de sa coopération avec l'alliance dans les conflits, Jean Fournet a expliqué d'entrée que "rien n'est imposé au pays dans ce dialogue". "Les gouvernements sont libres d'intervenir dans les axes de coopération qui leur placent. En aucun cas vous ne verrez

l'Otan demander à un pays de participer à telle ou telle opération", a-t-il ajouté tout en expliquant qu'ils sont libres de décider d'intervenir dans les conflits.

Sollicité sur une coopération dans le but de lutter contre l'émigration clandestine, Jean Fournet, qui a tenu à préciser que cela ne fait pas partie du domaine d'intervention de l'Otan, n'a pas manqué de souligner que c'est un point de coopération avec l'Union européenne.

Il notera, par ailleurs, que "la sécurité des frontières peut constituer un élément de coopération mais pas au titre de l'immigration". La possibilité de l'adhésion de l'Algérie à l'Otan a été écartée, quant à elle, par l'ambassadeur de l'Algérie à Bruxelles : "Cette question n'est pas à l'ordre du jour. Les priorités de l'Algérie sont la professionnalisation de l'armée, la lutte contre le terrorisme, la coopération dans le domaine scientifique..."

NABILA AFROUN